

« Dialogue » mais « constance et détermination »: le gouvernement cherche à mettre fin au mouvement des « gilets jaunes », soutenu par près des trois quarts des Français. Partis de la hausse du prix des carburants, les motifs de griefs se sont ensuite élargis au pouvoir d'achat et au « racket fiscal ». La grogne pourrait se poursuivre. Des appels à bloquer Paris samedi 24 novembre commencent à fleurir sur les réseaux sociaux.

### **Des « dépenses contraintes » de plus en plus lourdes**

« *Ne plus pouvoir joindre les deux bouts.* » C'est le sentiment qu'expriment les Français vêtus de gilets jaunes, qui poursuivaient mardi 20 novembre leur action, visant autoroutes et dépôts pétroliers dans tout le pays. Parti de la hausse du prix des carburants, le mouvement s'est élargi à une dénonciation plus globale des problèmes de « *pouvoir d'achat* » et de « *racket fiscal* », dans un contexte de sentiment d'abandon de la France périurbaine.

#### Le pouvoir d'achat

Les revenus des Français ont-ils baissé ces dernières années? Apparemment non. Les choses semblent même s'améliorer puisque le revenu mensuel net moyen des ménages ne cesse, selon leur déclaration, de croître. Il est passé de 2 451 € en 2012 à 2 615 € en 2018, soit une hausse de 6,7 %. C'est ce que montre l'étude de BNP Paribas Personal Finance publiée le 20 novembre (1). Dans la même période, l'inflation a crû d'environ 4,6 %.

Pour autant, un ménage sur deux (50,1 %) n'a pas le sentiment d'être « à l'aise » financièrement. Ils étaient 52,6 % en 2014. « *Cette amélioration n'est pas étonnante car les ménages dont les revenus nets mensuels dépassent 3 000 € représentent plus de 30 % des foyers français contre 25 % en 2012. De même, les foyers aux revenus les plus faibles, moins de 1 300 €, sont un peu moins nombreux* », souligne Cécile Gauffriau, directrice de l'Échangeur, un centre d'innovation de BNP Paribas Personal Finance, dédié au décryptage du comportement des consommateurs et des tendances du commerce.

Mais tous les foyers sont confrontés à un poids de plus en plus lourd sur le budget: celui des dépenses contraintes. Et plus les revenus sont faibles, plus ces dernières limitent les marges de manoeuvre budgétaires (*voir l'infographie*). « *En outre, elles sont sous-estimées*, insiste Cécile Gauffriau. *On ne prend pas en compte les achats de carburants pourtant indispensables pour la vie de nombreuses personnes.* »

Selon la spécialiste, les bouleversements sociologiques et démographiques que la France a connus compliquent encore la vie quotidienne des plus faibles revenus. « *Avec l'augmentation de l'espérance de vie, les divorces ou encore la hausse des familles monoparentales, un foyer moyen est composé aujourd'hui de 2,2 personnes, soit une personne de moins que pendant les années 1960* », dit-elle.

Résultat, plus de 28 % des foyers sont des utilisateurs de découverts bancaires, et 5,3 % ont un crédit renouvelable en cours de remboursement. Les découverts fréquents (plus de 6 fois par an) sont en légère augmentation depuis 2012 avec 10,3 % des ménages touchés. Les familles monoparentales sont deux fois plus concernées que le reste de la population.

Reste une question: où se situent les gilets jaunes? Selon Cécile Gauffriau, la réponse ne fait guère de doute. « *Leur socle se situe dans la tranche des foyers dont les revenus sont de 1 300 à 2 100 €, dit-elle. Ceux que certains pourraient définir comme les " classes moyennes basses " . Ils représentent 28 % des ménages, et cette proportion stagne depuis des années. Ils savent qu'ils ne peuvent pas être considérés comme très pauvres et voient les aides concerner d'autres ménages tandis qu'ils se sentent prisonniers de leurs dépenses contraintes.* »

## La fiscalité

« *Assez du racket fiscal* », « *marre d'être taxés* ». Les slogans inscrits au marqueur sur les gilets jaunes prennent pour cible l'État, accusé de multiplier sans fin les impôts. Un réquisitoire que vient conforter, tout en le nuanciant, la toute dernière livraison de l'Insee, « *France, portrait social* », publiée mardi 20 novembre.

L'enquête réalisée avec les économistes de l'OFCE confirme ainsi que, « *entre 2008 et 2016, les mesures socialo-fiscales nouvelles ont amputé le revenu disponible des ménages* ». Pour combler les déficits creusés par la crise financière, l'État a en effet augmenté les prélèvements sur les ménages de 21,2 milliards d'euros sur la période. Ne concédant à l'inverse qu'un peu moins de 7 milliards d'euros d'augmentation des prestations sociales. Et ce panorama est loin d'être complet car l'étude ne prend en compte « *ni la fiscalité locale, ni la fiscalité indirecte* », reconnaît Pierre Madec, de l'OFCE.

Évidemment, l'impact des mesures étudiées varie fortement selon le profil des ménages. Globalement, l'État a plus fait porter l'effort sur les classes favorisées, notamment par l'augmentation de la fiscalité du capital sous l'ère Hollande. À l'inverse, la hausse de certaines prestations a souvent fait plus que compenser la perte pour de nombreux ménages modestes.

Cette vision moyenne masque en fait une réalité bien plus complexe, souligne l'étude. Car même parmi la moitié des Français les moins favorisés, entre un quart et un tiers des foyers se sont révélés perdants. Pour ceux-là, le discours officiel sur la volonté de « *favoriser les plus modestes* » sonne forcément bien creux, nourrissant défiance et ressentiment.

Si l'Insee ne passe pas encore au crible les choix du nouveau gouvernement, d'autres économistes s'en sont chargés. Les récents travaux de l'Institut des politiques publiques (IPP) notamment ne laissent guère de doute sur les principaux bénéficiaires de mesures entrées en vigueur en 2018 ou prévues pour 2019.

La disparition de l'ISF et l'allègement de la fiscalité sur le capital se révèlent extrêmement favorables pour les Français du très haut du panier, « le top 1 % » des plus aisés. « *C'est un choix fait au nom de la compétitivité, pour relancer l'investissement et donc l'emploi* », plaide la vice-présidente du groupe LREM, Amélie de Montchalin.

Cet argument macroéconomique reste difficilement audible pour ceux qui jugent qu'on leur en demande toujours plus, toujours trop. Pour eux, l'effet cumulé de toutes les mesures fiscales de l'actuel gouvernement (CSG, taxe habitation, taxe sur l'essence...) est pourtant loin d'être toujours défavorable. Mais leur gain reste bien plus limité que celui offert aux plus fortunés.

Globalement, selon l'IPP, les classes moyennes tirent plutôt bien leur épingle du jeu. Les perdants se recrutent en revanche aux deux bouts de l'échelle sociale, chez ceux qui ne bénéficient pas de la disparition de la taxe d'habitation, pour des raisons diamétralement opposées: trop aisés pour être concernés ou déjà exonérés.

Du côté des seuls actifs en emploi, les gagnants sont plus nombreux, notamment par l'effet de la bascule entre baisse des cotisations et hausse de la CSG. Mais nombre de ménages modestes demeurent perdants, notamment par la hausse de la fiscalité sur les carburants et le tabac.

La situation des retraités paraît bien plus tranchée. À côté des très aisés, bénéficiaires de la fin de l'ISF, seule une toute petite minorité de ménages s'avère gagnante une fois pris en compte tous les changements fiscaux. L'immense majorité bascule dans le camp des perdants, touchés de plein fouet en 2018 par la hausse de la CSG et fortement pénalisés en 2019 par la sous-indexation des pensions.